

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20200914-RAPINSP-15-201- CarrièreCYMARO – MASSIAC Bussac		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
Société Cymaro, Carrière de Bussac à Massiac SIRET : 85620109000045	S3IC 0056 00 693 724 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input checked="" type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input type="checkbox"/> IED	
Activité principale : Extraction basalte		
Date du contrôle : 9/09/2020		
Inspecteur(s) : J-P SENEZERGUES		
Type de contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle	
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du	<input type="checkbox"/> Plainte <input checked="" type="checkbox"/> Autre : Dossier demande nouvelle exploitation	
Thème(s) du contrôle • Visite d'inspection		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) <ul style="list-style-type: none"> • carrière de Bussac • site projet Les Gravilles 		
Référentiel(s) du contrôle <ul style="list-style-type: none"> • AP d'autorisation du 02 avril 2015 modifié • Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières • Dossier demande exploitation nouveau site Les Gravilles déposé le 28 mai 2019 		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. Lafarges JY	SAS Cymaro	Directeur technique
M. Théophile R		Président SAS
M. Reiller JJ		Directeur exploitation
M. Cuvelier T		responsable QHSE groupe
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input checked="" type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Cellule ECC <input type="checkbox"/> Autre :	

I – Synthèse de la visite et des constatations

I.1 – Périmètre inspecté

Cette inspection a porté sur les thématiques suivantes :

- visite sur site pour inspection de la carrière de Bussac
- visite du site projeté de la nouvelle carrière dite des Gravilles

I.2 – Constats effectués lors des échanges avec l'exploitant – Carrière Bussac

Visite avec M. Lafarge et Cuvelier dans un premier temps, puis Mrs Théophile et Reiller nous rejoignent.

L'autorisation est délivrée pour 10 ans à partir du 2/04/2015 (date signature AP) soit une échéance fixée au 2/04/2025. La carrière est en phase terminale d'exploitation, le gisement étant épuisé. Le dernier tir date d'au moins 1 an. Un stock en attente de traitement est présent à droite à l'entrée.

Le carreau est de dimension modeste (moins d'1 ha). Présence d'un pont bascule à gauche de l'entrée. Au fond présence de trémies et autre matériels inutilisés. La plateforme bétonnée est située dans cette zone, peu accessible ainsi qu'un bassin de décantation.

En pied de front une zone de stockage de déchets inertes est aménagée et régulièrement alimentée. Cette activité a été autorisée par APC du 01/10/2018. Le front d'exploitation paraît d'une hauteur inférieure à 15 m.

Points marquants :

- présence au Nord (droite à l'entrée) d'une zone de stockage de lait de chaux de l'entreprise Saga devenue Air Products Massiac. Ce stockage est sur une parcelle Air Product. La zone a été recadastrée avec un périmètre icpe carrière inchangé depuis le dernier arrêté. M. Lafarge précise qu'il existe une convention entre Ex Saga et Cymaro relative à l'entretien du fossé en pied de stockage. Le constat le jour de la visite (période de sécheresse marquée) : le fossé en pied de talus est plein d'eau blanchâtre. La limite de propriété entre Cymaro et Air Product n'est pas matérialisée.

- présence en limite de propriété carrière, côté route d'accès d'un éperon rocheux résiduel d'une hauteur maximale d'environ 12 m sur un linéaire de cinquantaine mètres environ. Cet éperon a l'avantage de créer un écran visuel depuis la D21, mais sa stabilité est incertaine (blocs instables et fissure importante sur la partie haute. La question de l'exploitation ou la conservation avec un minimum de mise en sécurité est posée.

- apports de matériaux inertes autorisés depuis le dernier APC. L'exploitant précise que l'origine des matériaux est exclusivement Cymaro, de ce fait les matériaux sont triés à la source par l'exploitant lui-même. La pesée est réalisée sur site avant déchargement. L'exploitant s'interroge sur le devenir de cette activité. En effet elle répond à un réel besoin dans le cadre de ses activités, l'entreprise n'ayant pas d'autres alternatives facilement accessibles à ce jour. Cependant les prescriptions de l'autorisation actuelle relatives à la remise en état du site ne prévoient pas le maintien de cette activité. L'exploitant devra se positionner dans un délai suffisant avant l'échéance pour envisager une instruction d'une éventuelle demande en ce sens.

L'inspecteur porte ci-dessous et a posteriori, les éléments de réponse relatif à la procédure administrative applicable dans l'hypothèse du maintien de l'activité de dépôt de déchets inertes sur ce site à l'échéance de l'autorisation :

- l'activité de dépôt de déchets inertes (ISDI) est classée sous la rubrique 2760-3 sous le régime enregistrement.

- la remise en état de la carrière doit intervenir dans les conditions prévues par l'AP d'autorisation et avant l'échéance fixée au 2/04/2015. Si une modification des conditions de remise en état devait être envisagée, l'exploitant fournira tous les éléments d'appréciation à l'inspection via un porter à connaissance avant l'échéance de l'autorisation. Les modifications pourront éventuellement faire l'objet d'un APC (arrêté d'autorisation complémentaire).

- un dossier de demande d'enregistrement de la rubrique 2760 devra alors être déposé conformément aux articles R 512-46 et suivants du code de l'environnement pour consultation publique. Ce dossier intégrera la remise en état du site post activité 2760. Ce dossier pourra éventuellement être déposé avant l'échéance de l'autorisation carrière, la procédure restera identique.

I.3 – Visite site projet des Gravilles

Visite avec M. Lafarge et Cuvelier.

La parcelle concernée se situe sur la même commune (Massiac) au sud est du site actuel à environ 1,2 km à vol d'oiseau. L'accès se fait par la D21 puis par un chemin communal sur un linéaire d'environ 1,7 km dont une partie est sur la commune voisine (Molompize). L'accès est actuellement de type agricole, non adapté aux poids lourds. Un accès plus direct par le Fayet serait possible mais trop impactant pour les riverains et demandant des travaux d'aménagement trop conséquents selon l'exploitant.

La parcelle se situe sur un plateau plongeant sur la vallée côté Sud et Est. La parcelle est en prairie. Le sol est très caillouteux. Aucune présence d'eau ou de zone humide n'est visible.

Le dossier déposé en mai 2019 est en attente suite à une demande de compléments, d'un rapport d'inventaire biodiversité. L'exploitant précise que ce rapport vient d'être terminé et sera adressé à la préfecture rapidement.

II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Écarts relevés	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Proposition de mise en demeure	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Proposition d'arrêté complémentaire	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires :

Aucune activité d'extraction n'est présente sur la carrière le jour de la visite. Seuls des arrivages de déchets inertes sont constatés.

La thématique Code du travail n'a pas été abordée.

Annexe: Fiche de suites de la visite d'inspection au titre du Code de l'Environnement.

Inspecteur L'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées  J-P SENEZERGUES	Vérificateur L'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées  Fabrice CHAZOT	Approbateur Pour la directrice, le chef délégué de l'unité interdépartementale Cantal Allier Puy-de-Dôme  Fabrice CHAZOT
---	--	--

Annexe 1 – Fiche de constats

Constat N°1 : Respect des rubriques et niveau d'activité autorisées.

La carrière est en fin d'exploitation. Le dernier tir a eu lieu fin 2018. Seul reste un stock de matériaux dont le traitement par unité mobile et l'utilisation sont programmés fin 2020.

Référence réglementaire : AP 02/04/2015 modifié Art 1 – Activités autorisées

Conclusion	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	-	-

Constat N°2 : Bornage et clôtures. Manque bornage et clôture entre les parcelles ex SAGA et le périmètre icpe de la carrière

Référence réglementaire : AP 02/04/2015 modifié Art 3.2 et 3.3

Un bornage est effectué au frais de l'exploitant. Le périmètre des terrains compris dans la présente autorisation est matérialisé par des bornes placées en tous points nécessaires à la délimitation des terrains. Ces bornes doivent demeurer en place, visibles et en bon état jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état.

L'une d'entre elles, fixe et invariable, est nivelée par référence à la côte NGF.

Le pourtour de la carrière sera fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace...

Conclusion	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Fin 2020	Le bornage et la limite de propriété doivent être matérialisés sur l'ensemble du périmètre. Une prise photographique adressée à l'inspection justifiera la mise en conformité du tronçon concerné.

Constat N°3 : Dernier plan d'exploitation établi par un géomètre date de juillet 2020.

Référence réglementaire : AP 02/04/2015 modifié Art 22 - SUIVI DE L'EXPLOITATION ET DE LA REMISE EN ETAT -

L'exploitant établit un plan orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel sont mentionnés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 200 m,
- le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera repérée),
- les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc.).

Ce plan est mis à jour tous les ans, avant le 31 décembre de l'année en cours.

Cette mise à jour concerne :

- l'emprise des infrastructures (bassin de décantation - pistes – stocks),

- les surfaces défrichées à l'avancement,
- le positionnement des fronts,
- l'emprise des chantiers (découverte - extraction - parties exploitées non remises en état ...),
- l'emprise des zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs.

Les surfaces de ces différentes zones ou emprises sont consignées dans une annexe à ce plan, de même que le calcul des volumes extraits. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination de la garantie financière sont mentionnés.

Ce plan et cette annexe sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Conclusion	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	-	-

Constat N°4: Remblaiement avec déchets inertes.

Deux camions d'apport de déchets inertes pendant l'inspection. Le registre d'acceptation est existant. Seuls les déchets issus des activités de la société sont acceptés. Ils sont triés et contrôlés à la source sur chantier. La pesée est réalisée sur la bascule de la carrière. Les déchets sont séparés en fonction de leur caractéristique en pied de front, certains peuvent être traités (concassage) pour recyclage.

Référence réglementaire : AP 1^{er}/10/2018 modifié – Art 2 – Matériaux inertes en provenance des chantiers extérieurs

Ne peuvent être admis que les déchets non dangereux inertes qui respectent les dispositions du présent arrêté. Aucun déchet dangereux ou non dangereux non inertes n'est admis dans l'installation

Les déchets admissibles sont (annexe 1 de l'AM du 12/12/2014)...*liste déchets codifiés*

Conclusion	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	-	-

Constat N°5: Gestion Déchets. Les équipements de traitement des matériaux inutilisés en fond de carrière sont à éliminer. La justification de leur élimination est à conserver.

Référence réglementaire : AP 02/04/2015 modifié Art 13

...l'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans les filières spécifiques...

Conclusion	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Avant la fin de la remise en état	Justificatifs d'élimination à conserver et à tenir à disposition de l'inspection.